

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Jeudi 26 Février 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Le communiqué du Conseil des ministres du 25 février 2026

Le Conseil des Ministres s'est tenu le mercredi 25 février 2026, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République. AU TITRE DE LA COMMUNICATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le Chef de l'Etat a fait une communication portant sur les points suivants :
DEVELOPPEMENT D'UNE CULTURE NATIONALE DE PROTECTION CIVILE

Le Président de la République constate tout d'abord une recrudescence et une multiplication des cas d'incendies, de feux de brousse, d'accidents de la route, d'effondrements de bâtiments et d'édifices, et de noyades. Il relève également l'accentuation des catastrophes naturelles, des crues des fleuves, des risques d'inondations et l'avancée accélérée de la mer qui menacent beaucoup de localités du pays. Il exprime, par ailleurs, la compassion et la solidarité nationales aux populations du village de Touba Thiarène, théâtre d'un violent incendie. Pour le Chef de l'Etat, cette situation appelle une transformation fondamentale des dispositifs de prévention et de protection civile.

<https://aps.sn/le-communique-du-conseil-des-ministres-du-25-fevrier-2026/>

LE QUOTIDIEN. Protection civile : Le chef de l'Etat prône une transformation radicale du dispositif national

Face à la multiplication des sinistres et des catastrophes naturelles, le président de la République a profité du Conseil des ministres pour tracer les contours d'une nouvelle doctrine de sécurité. Entre renforcement des moyens de la Bnsp et création d'un futur Centre national de gestion des risques, l'ambition est claire : instaurer une véritable culture nationale de protection civile. L'heure est à l'action et à la prévention. Constatant avec préoccupation la recrudescence des incendies, des accidents de la route, des effondrements de bâtiments et des drames liés aux noyades, le chef de l'Etat a placé la protection des citoyens au cœur de sa communication en Conseil des ministres. Cette urgence est d'autant plus vive que le pays fait face à l'accentuation des menaces climatiques telles que les crues des fleuves, les inondations et l'avancée inexorable de la mer.

<https://lequotidien.sn/protection-civile-le-chef-de-letat-prone-une-transformation-radical-du-dispositif-national/>

SUD QUOTIDIEN. Logement social, fonds immobilier de la diaspora-Sénégal : la stratégie nationale de Sonko

En Conseil des ministres hier, mercredi 25 février 2026, le Premier ministre, Ousmane Sonko, a axé sa communication sur la problématique du logement social, appelant à définir une véritable Stratégie nationale du Logement, et le Fonds de la Diaspora pour l'immobilier. Evoquant le point relatif à l'accès à l'habitat en Conseil des ministres, hier mercredi, le Premier ministre a souligné que, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda national de Transformation, Sénégal 2050, la filière du logement social constitue l'une des composantes à fort effet d'entraînement pour l'économie nationale,



dont le développement permettra la mise en place d'un Programme durable de logement, notamment social, informe le communiqué du conseil. Pour le Premier ministre, le choix stratégique de l'écosystème du logement social vise à renforcer la compétitivité économique, à garantir à chaque citoyen l'accès à un logement décent, dont le coût est économiquement soutenable, dans le pôle ou la région de son choix, dans le cadre d'un aménagement équilibré des territoires.

<https://www.sudquotidien.sn/logement-social-fonds-immobilier-de-la-diaspora-senegal-la-strategie-nationale-de-sonko/>

APS. Le Premier ministre annonce la création d'un Fonds de la Diaspora pour l'immobilier

Le Premier ministre, Ousmane Sonko, a déclaré, mercredi, en Conseil des ministres, que la réflexion entamée lors de la première édition de la Journée nationale de la diaspora, a abouti à la proposition de création d'un Fonds immobilier de la Diaspora. "La réflexion entamée par la suite [de cette journée], à l'initiative du ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, a abouti à la proposition de création d'un Fonds Immobilier de la Diaspora-Sénégal", rapporte la porte-parole du gouvernement, Marie Rose Khady Fatou Faye. Les autorités sénégalaises ont décrété chaque 17 décembre Journée nationale de la diaspora, afin de rendre hommage à ces Sénégalais de l'extérieur pour leur contribution économique et sociale au développement du pays.

<https://aps.sn/le-premier-ministre-annonce-la-creation-dun-fonds-de-la-diaspora-pour-limmobilier/>

SENEWEB. Marché financier : Le Sénégal lance un emprunt de 200 milliards de FCFA pour financer son agenda 2026

L'État du Sénégal passe à l'offensive sur le marché financier. Le Ministère des Finances et du Budget a annoncé, ce jeudi 26 février 2026, le lancement du tout premier Appel Public à l'Épargne (APE) de l'année. Cette émission obligataire d'envergure vise un montant cible de 200 milliards de FCFA. Une stratégie de financement structurée. Cette opération de levée de fonds n'est pas fortuite. Selon les autorités financières, elle s'insère rigoureusement dans la feuille de route économique du pays, notamment dans le cadre de la « mise en œuvre de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme et du Plan de financement de l'État pour l'année 2026 ». Au-delà des besoins immédiats du Trésor, l'initiative vise également à soutenir l'essor de la place financière de l'UEMOA en contribuant à « l'approfondissement du marché financier sous-régional ».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/marche-financier-le-senegal-lance-un-emprunt-de-200-milliards-de-fcfa-pour-financer-son-agenda-2026_n_484741.html

SENEWEB. Finances publiques : Le Sénégal face au mur des 267 milliards de mars 2026

Le Sénégal se trouve à la croisée des chemins financiers avec une échéance cruciale de 267 milliards FCFA (480 millions \$) à honorer en mars 2026. Séga Fall Mbodji, ingénieur statisticien et mathématicien du risque, livre une analyse sans concession sur cette « signature » désormais « sous haute tension ». L'officialisation du ratio dette/PIB à 132% marque un tournant historique et met fin aux controverses sur la « dette cachée ». Pour expliquer la gravité de la situation au grand public, l'expert utilise une métaphore frappante en affirmant que « le sac est devenu plus lourd que celui qui



le porte » car, si le Sénégal vendait tout ce qu'il produit en une année, cela ne suffirait même pas à rembourser ce qu'il doit. Le principal danger réside dans le mécanisme de roulement de la dette, où l'État doit emprunter pour rembourser le capital échu dans un contexte de « renchérissement du cycle ».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/finances-publiques-le-senegal-face-au-mur-des-267-milliards-de-mars-2026_n_484642.html

LE SOLEIL. Gestion active de la dette du Sénégal : Atouts et sens d'un reprofilage

Le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, a mis en avant, hier, mardi 24 février, à l'Assemblée nationale, les stratégies de reprofilage de la dette intérieure bancaire. Pour l'économiste et expert financier Serigne Moussa Dia, cette approche peut être viable... À l'Assemblée nationale, le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, a mis en avant, hier, mardi 24 février, les axes majeurs du reprofilage de la dette. À l'en croire, le gouvernement ne refuse pas la restructuration par orgueil ; il estime qu'il y a une solution scientifique, économique et technique. Il s'agit, selon lui, de la gestion active de la dette. « Nous misons sur deux leviers. Le premier concerne la dette bancaire et l'autre a trait à la gestion de la dette extérieure. Nous avons commencé à travailler sur la gestion active de la dette bancaire locale depuis fin 2024. Les tombées d'échéances sur la dette bancaire locale étaient à plus de 820 milliards de FCfa avec une pression forte sur la liquidité des banques. Nous avons invité les banques, à travers des interventions sur le marché financier régional, à titriser certaines de ces créances », a expliqué M. Diba.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/gestion-active-de-la-dette-du-senegal-atouts-et-sens-dun-reprofilage/>

SENEWEB. Dette : Un acheteur unique africain soulage le Sénégal à hauteur de 196 milliards Fcfa

Malgré les révélations du gouvernement sur la dette dite cachée et les problèmes économiques, le Sénégal continue d'être attrayant pour les investisseurs. Selon des informations du Financial Times rapportées par Jeune Afrique, un acheteur unique africain, venu du Togo, a acquis des parts des achats de dette du Sénégal à hauteur de 300 millions d'euros, soit 196 milliards de nos francs. Il s'agit d'un tiers des adjudications sénégalaises lors des dernières semaines. Un achat de part qui a surpris certains, à l'image de Régis Couao-Zotti, analyste financier. « C'est une situation inhabituelle car ce sont généralement les banques ivoiriennes et sénégalaises qui dominent ces enchères (...) Peu d'institutions au Togo ont les reins assez solides pour mobiliser 300 millions de dollars si rapidement et cela alimente les spéculations sur l'identité réelle derrière ces fonds », dit-il sur Jeune Afrique.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/dette-un-acheteur-unique-africain-soulage-le-senegal-a-hauteur-de-196-milliards-fcfa_n_484635.html

SENEWEB. Franc CFA, entre ancrage protecteur et handicap compétitif

Arrimé à l'euro à parité fixe, le franc CFA offre aux pays de l'UEMOA un environnement monétaire marqué par une inflation modérée et une relative prévisibilité du taux de change. Cette architecture, garantie par la France et adossée à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, a longtemps été présentée comme un facteur de stabilité dans une région exposée aux chocs extérieurs. La discipline monétaire qui en découle



contribue à contenir les spirales inflationnistes et à rassurer les investisseurs. Mais cette solidité a un revers. Lorsque l'euro s'apprécie face au dollar ou aux monnaies asiatiques, le franc CFA suit mécaniquement. Pour des économies dont les exportations sont souvent libellées en dollars et dont la compétitivité repose largement sur les prix, une monnaie perçue comme forte peut renchérir les produits sur les marchés internationaux. Le secteur agricole, les industries naissantes et certaines activités manufacturières ressentent alors cet effet de change.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/franc-cfa-entre-ancrage-protecteur-et-handicap-competitif_n_484654.html

PRESS AFRIK. Sénégal: les créations d'entreprises reculent de 4,2% en 2024, selon l'ANSD

L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a publié le rapport de la Situation économique et sociale nationale (SESN) du Sénégal pour 2024. Il ressort que le nombre d'unités économiques enregistrées au Numéro d'identification national des entreprises et associations (NINEA) en 2024 est de 91 936, contre 95 982 en 2023, soit une baisse de 4,2%. L'immatriculation au NINEA concerne les entreprises exerçant une activité au Sénégal, les associations nationales ou étrangères régulièrement déclarées ou autorisées, les syndicats professionnels, les administrations publiques centrales, les établissements publics, les collectivités locales et les partis politiques, les opérateurs occasionnels, les propriétaires fonciers, les organisations non gouvernementales (ONG).

https://www.pressafrik.com/Senegal-les-creations-d-entreprises-reculent-de-42-en-2024-selon-l-ANSD_a301758.html

LE SOLEIL. Commerce extérieur: la compétitivité du Sénégal progresse de 1,2 % en 2025

À la clôture de l'année 2025, le commerce extérieur sénégalais offre un visage à double lecture. D'un côté, une hausse mensuelle des prix, tant à l'importation qu'à l'exportation, et de l'autre, des évolutions annuelles divergentes qui rappellent la fragilité des équilibres commerciaux. Dans sa note sur les indices mensuels des valeurs unitaires (base 100 en 2014), l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd) met en lumière une progression des prix à l'importation de 1,2 % en décembre, tandis que ceux à l'exportation augmentent de 1,5 % sur la même période. Cette poussée mensuelle à l'importation s'explique principalement par le renchérissement des produits minéraux (+1,7 point) et des métaux communs (+0,3 point). Les produits sous-jacents, moins volatils, progressent de 1,7 %, traduisant une tendance de fond plutôt qu'un simple à-coup conjoncturel. À l'inverse, certains produits volatils, tels que les insecticides, reculent de 0,8 %, atténuant partiellement la hausse globale. Cependant, si l'on adopte une perspective annuelle, le tableau se nuance : les prix à l'importation affichent une baisse de 3,3 % par rapport à décembre 2024, avec un repli cumulé de 3,6 % sur l'ensemble de l'année.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/commerce-exterieur-la-competitivite-du-senegal-progresse-de-12-en-2025/>

LEJECOS. Sénégal : Une population active majoritairement urbaine, jeune et faiblement qualifiée en 2024



En 2024, la population en âge de travailler, définie comme les personnes de 15 ans ou plus, représente 58,4 % de la population totale du Sénégal. La répartition selon le milieu de résidence révèle une nette prédominance des zones urbaines, qui concentrent 60,1 % de cette population, contre 39,9 % en milieu rural. Cette configuration reflète une urbanisation croissante et l'attractivité persistante des centres urbains, moteurs de l'activité économique. La région de Dakar illustre particulièrement cette dynamique. Véritable pôle d'attraction pour les personnes en quête d'emploi, elle concentre à elle seule une part significative du tissu économique national. Selon les résultats du dernier Recensement général des entreprises (Rge 2016), près de 40 % des unités économiques du pays y sont implantées. Au-delà de sa localisation géographique, la population en âge de travailler se caractérise par sa jeunesse et une légère prédominance féminine. En 2024, les femmes représentent 50,5 % de cette population, contre 49,5 % pour les hommes. Les jeunes constituent une part importante, avec 58 % de personnes considérées comme jeunes, tandis que 34,6 % ont moins de 25 ans révolus.

https://www.lejecos.com/Senegal-Une-population-active-majoritairement-urbaine-jeune-et-faiblement-qualifiee-en-2024_a30409.html

PRESS AFRIK. Mix énergétique : Le thermique règne encore sur 71% du parc national, selon l'ANSD

Selon le rapport de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) sur la Situation économique et sociale nationale (SESN) du Sénégal pour 2024, la puissance électrique installée s'établit à 1 903,81 MW en 2024 contre 1 960,14 MW en 2023, soit un repli de 2,87%. Le parc de production reste dominé par la thermique, qui représente 71,01% de la puissance installée totale, suivie de l'hydraulique (6,7%), du solaire (13,9%) et de l'éolien (8,4%). La production nationale d'électricité a atteint 7 465,87 GWh contre 6 654,02 GWh en 2023, soit une progression de 12,2% (+811,9 GWh). La Senelec a assuré 1 745,15 GWh, représentant 23,4% de la production totale (26,1% en 2023), tandis que les achats d'énergie se sont élevés à 5 720,72 GWh, soit 76,6% de l'approvisionnement. Par ailleurs, ces achats ont augmenté de 16,4% par rapport à 2023, alors que la production propre de la Senelec n'a progressé que de 0,41%.

https://www.pressafrik.com/Mix-energetique-Le-thermique-regne-encore-sur-71-du-parc-national-selon-l-ANSD_a301759.html

SENEWEB. Ce que Sangomar a généré, sa part de la production : Woodside dévoile ses chiffres (Pétrole sénégalais)

Sangomar est le principal projet pétrolier sénégalais. En 2025, Woodside et Petrosen ont pu y réaliser leur première année complète de commercialisation, depuis l'amorce de la production en juin 2024. Liz Westcott, Directrice générale intérimaire de la compagnie australienne, qui détient 82% de participation à Sangomar, a donné un petit aperçu sur les chiffres générés par le projet. 2.6 milliards de dollars depuis 2024. «Sangomar a produit 100.000 barils par jour, pendant la majeure partie de l'année 2025, avec une fiabilité de près de 99 %. Cela s'est traduit par un Ebitda de 2.6 milliards de dollars (part de Woodside) généré depuis sa mise en service, démontrant ainsi la valeur de cet actif», a-t-elle souligné dans le rapport annuel 2025 de la compagnie pétrolière.



https://www.seneweb.com/fr/news/5/ce-que-sangomar-a-genere-sa-part-de-la-production-woodside-devoile-ses-chiffres-petrole-senegalais_n_484670.html

PRESS AFRIK. Secteur minier au Sénégal: la production des activités extractives estimée à 1 317,9 milliards de FCFA en 2024

En 2024, le secteur minier sénégalais a confirmé son rôle important dans l'économie nationale. La production des activités extractives, incluant celle de l'acide phosphorique, est estimée à 1 317,9 milliards de FCFA, selon le rapport de l'Agence nationale de la Statistique et la démographie (Ansd) sur la Situation économique et sociale nationale (SESN) pour 2024,. Les exportations s'élèvent à 1 138,3 milliards de FCFA et le secteur a contribué à hauteur de 4,6 % au PIB, confirmant ainsi son rôle croissant dans la création de richesse nationale. L'extraction de phosphates, principalement localisée dans les régions de Thiès et Matam, a enregistré une production de près de 2,3 millions de tonnes. Une part importante de la production a été absorbée par le marché intérieur, notamment pour la fabrication d'acide phosphorique et d'engrais, tandis que le reste a été destiné à l'exportation.

https://www.pressafrik.com/Secteur-minier-au-Senegal-la-production-des-activites-extractives-estimee-a-1-3179-milliards-de-FCFA-en-2024_a301757.html

APANews. Cédéao : l'intégration au cœur de la session 2026 du Parlement

Le Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a ouvert dimanche à Abuja, au Nigéria, sa première session extraordinaire de l'année 2026, placée sous le signe de l'intégration régionale et de la transformation économique. La 6ème législature du Parlement de la Cédéao a officiellement lancé ses travaux le 23 février 2026 dans la capitale nigériane, en présence de parlementaires et de responsables régionaux, a rapporté l'organisation régionale mercredi. Cette session se tient conjointement avec un séminaire parlementaire de haut niveau consacré à l'approfondissement de l'intégration régionale et à l'expansion du commerce intra-communautaire. Présidant la cérémonie d'ouverture, Hadja Mémounatou Ibrahima, présidente de l'institution, a présenté les priorités du Parlement pour 2026, axées sur l'intégration économique, la consolidation de la démocratie ainsi que le renforcement de la paix et de la sécurité, considérés comme des piliers de la prospérité durable en Afrique de l'Ouest.

<https://fr.apanews.net/integration/cedeo-integration-regionale-au-coeur-de-la-session-2026-du-parlement/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

TV5 MONDE. Sénégal : la mort de l'étudiant Abdoulaye Ba à Dakar, révélateur d'une crise de la dette latente



Rue René Ndiaye X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

La mort du jeune Abdoulaye Ba, en deuxième année de licence dentaire à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, ne doit pas occulter les raisons de la colère de la jeunesse sénégalaise. Depuis des mois, les étudiants décrivent une situation économique très dégradée par une crise de la dette. Amadou Bilo Diallo témoigne au micro de l'agence de presse Reuters. Le 9 février dernier, il se trouvait dans son dortoir avec cinq autres camarades et un petit groupe d'amis [quand la police a fait irruption](#) et a commencé à les frapper avec leurs matraques et leurs boucliers. Le jeune étudiant en journalisme de 23 ans affirme avoir eu de la chance de pouvoir s'en sortir qu'avec quelques blessures à la tête et aux pieds. D'autres affirment avoir été hospitalisés après avoir été battus ou pire encore, avoir sauté par la fenêtre pour échapper aux flammes du bâtiment où se trouve le dortoir d'Amadou Diallo. C'est ce jour-là qu'[Abdoulaye Ba, étudiant en licence dentaire, est mort de ses blessures](#).

<https://information.tv5monde.com/afrique/senegal-la-mort-de-letudiant-abdoulaye-ba-dakar-revelateur-dune-crise-de-la-dette-latente-2811013?amp>

ALL AFRICA. Sénégal : La restructuration de la dette est la meilleure option pour le Sénégal

Avec une dette publique estimée à 132 % du PIB, le Sénégal ne peut ignorer la question de sa viabilité. Il ne s'agit pas d'une question simple, car la viabilité de la dette dépend à la fois des conditions actuelles et des choix qui restent à faire, non seulement par le Sénégal, mais aussi par un large éventail d'acteurs externes. Aussi indésirable que cela puisse être pour les prêteurs à Londres, Paris, Washington et Pékin, les dirigeants sénégalais doivent sérieusement se demander si le défaut de paiement est la meilleure solution. Sous la pression financière, les gouvernements essaient souvent de rembourser leurs dettes à tout prix, plutôt que de subir les conséquences d'un défaut de paiement, notamment la perte d'accès aux marchés internationaux des capitaux. Mais dans un rapport récent publié par le Finance for Development Lab, nous montrons que pour le Sénégal aujourd'hui, cette approche représente un double pari très risqué.

<https://fr.allafrica.com/stories/202602240628.html>

RFI. Crise de la dette africaine : « Pour briser le cycle, il faut investir »

Une trentaine de pays africains sont à l'orée d'une crise de la dette. Malgré une croissance dynamique, la dette augmente très vite, et même trop vite. Gabon, Sénégal, Ghana... Au total, l'Afrique va devoir payer plus de 11 milliards de dollars de dette qui arrive à échéance cette année. Pour briser le cycle, il faut investir et transformer localement les différentes ressources. Un pays est considéré en crise de la dette lorsque son endettement devient insoutenable. Depuis le choc pétrolier de 1973, ce type de crise semble se répéter environ tous les dix ans. Celle provoquée par la pandémie de Covid-19 a laissé de nombreux pays africains englués dans des niveaux de dette élevés, malgré la bonne croissance et les instruments financiers mis en place pour amortir le choc.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20260225-crise-de-la-dette-africaine-pour-briser-le-cycle-il-faut-investir>

THE CONVERSATION. Comment les Caisses de dépôt peuvent transformer l'épargne africaine en moteur du développement



Alors que l'Afrique dispose d'une épargne privée abondante mais largement informelle, son rôle dans le financement du développement reste limité. Dans cet entretien avec The Conversation Africa, le chercheur Florian Léon, auteur d'un [récent rapport](#) sur le sujet, explique comment les Caisses de dépôt peuvent capter et orienter ces ressources vers l'investissement productif, en complément des banques de développement. Il détaille les obstacles institutionnels, les réformes nécessaires et les pistes pour mobiliser l'épargne locale et celle de la diaspora. Quel est le principal obstacle à la mobilisation de l'épargne privée pour financer le développement en Afrique ? Il convient en premier lieu de distinguer, d'un côté, la question de la mobilisation de l'épargne privée et, de l'autre, son allocation vers le financement du développement. Les économies africaines ont un potentiel exploitable sur ces deux aspects.

<https://theconversation.com/comment-les-caisses-de-depot-peuvent-transformer-lepargne-africaine-en-moteur-du-developpement-275863>

LA TRIBUNE. IA : la BAD dévoile un plan à 8,5 milliards d'euros pour créer 40 millions d'emplois en Afrique

De nombreuses études l'annoncent : l'essor de l'intelligence artificielle va profondément transformer de nombreux métiers. Au-delà des inquiétudes sur l'emploi, cette technologie a aussi le potentiel pour devenir un puissant levier d'efficacité et de productivité. La Banque africaine de développement (BAD) veut faire de l'intelligence artificielle un levier majeur d'industrialisation et d'emploi sur le continent. Avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et des partenaires privés, elle a lancé une initiative de financement de l'IA, baptisée « AI 10 Billion Initiative ». L'ambition est de mobiliser jusqu'à 10 milliards USD (environ 8,5 milliards d'euros) d'ici 2035 pour soutenir une adoption responsable de l'IA et créer jusqu'à 40 millions d'emplois en Afrique.

<https://www.latribune.fr/article/afrique/29824965818559/ia-la-bad-devoile-un-plan-a-8-5-milliards-deuros-pour-creer-40-millions-d-emplois-en-afrique>

ADF MAGAZINE. L'essor de l'argent mobile en Afrique rend les utilisateurs vulnérables face à la cybercriminalité

La croissance rapide sans protection expose des millions de personnes aux risques de vol. Les pays africains sont les chefs de file mondiaux de l'emploi de l'argent mobile. Pourtant, la faiblesse de la réglementation et les mauvaises connaissances du numérique rendent les utilisateurs exposés aux abus des escrocs en ligne et autres criminels, selon les experts. Au total, les utilisateurs africains du mobile détenaient en date de 2024 plus de 1,1 milliard de comptes d'argent mobile parmi les 2,1 milliards de comptes existant dans le monde, selon un rapport récent de la GSM Association (GSMA), organisation commerciale représentant les intérêts des opérateurs de téléphonie mobile. Sur l'ensemble du continent, les utilisateurs d'argent mobile ont conduit près de 900 milliards de transactions en 2024. L'Afrique subsaharienne est devenue la principale utilisatrice mondiale des finances mobiles, responsable pour 74 % de toutes les transactions d'argent mobile en 2024, bien que le pourcentage de sa population en ligne soit inférieur à 40 %.

<https://adf-magazine.com/fr/2026/02/lessor-de-largent-mobile-en-afrique-rend-les-utilisateurs-vulnerables-face-a-la-cybercriminalite/>



LE 360 AFRIQUE. Corridors, ports, rail: l'intégration logistique africaine peut-elle surmonter l'épreuve des infrastructures ?

Alors que la population africaine pourrait croître d'un milliard d'habitants supplémentaires d'ici à 2050, la modernisation des infrastructures de transport s'impose comme un impératif économique. Ports, corridors ferroviaires, routes et plateformes logistiques concentrent une nouvelle vague d'investissements, mais l'enjeu dépasse l'extension des capacités, il s'agit désormais d'articuler ces actifs en systèmes intégrés capables de soutenir l'industrialisation et le commerce intra-africain. L'Afrique aborde une nouvelle phase de son développement infrastructurel dans un contexte de pression démographique, d'urbanisation accélérée et de recomposition des chaînes d'approvisionnement mondiales. Selon le rapport du State of Africa's Infrastructure Report 2025 de l'Africa Finance Corporation, le défi ne réside plus uniquement dans le rattrapage des déficits historiques, mais dans la capacité à bâtir des réseaux modernes, interconnectés et résilients face aux chocs climatiques et géopolitiques.

<https://afrique.le360.ma/economie/corridors-ports-rail-lintegration-logistique-africaine-peut-elle-surmonter-lepreuve-des-327UWJLMKVER7BWDOKVYNRRRQY/>

L'ECONOMISTE. GITEX Africa 2026 : « Catalyser l'économie numérique africaine à l'ère de l'IA »

La 4e édition du GITEX Africa aura lieu du 7 au 9 avril prochain à Marrakech. Ce rendez-vous technologique et de startups, placé sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, viendra consacrer la ville ocre comme l'un des carrefours majeurs de la technologie et de l'innovation sur le continent africain. Organisé sous la tutelle du ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration (MTNRA), par l'Agence de Développement du Digital (ADD) et par KAOUN International, filiale du Dubai World Trade Centre, il mettra en avant, cette fois-ci, l'apport de l'intelligence artificielle dans le développement des chaînes de valeur mondiales.

<https://www.leconomiste.com/flash-infos/gitex-africa-2026-catalyser-leconomie-numerique-africaine-a-lere-de-lia/>

JEUNE AFRIQUE. Visa, Mastercard : les manœuvres de l'Uemoa pour modérer les ambitions du duopole américain

Visa et Mastercard tardent toujours à router les transactions en ligne via la plateforme régionale GIM-Uemoa, malgré une obligation datant de 2015. Son dirigeant sillonne la région depuis février pour convaincre les banquiers et marchands de plaider sa cause auprès des deux géants américains du paiement. La tournée de la dernière chance. Depuis la mi-février, [Minayegnan Coulibaly](#), le directeur général du Groupement interbancaire monétaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (GIM-[Uemoa](#)), parcourt la région pour tenter de rallier des alliés de poids dans son différend avec les mastodontes américains [Visa et Mastercard](#).

Depuis 2015 et une décision du Conseil des ministres de l'Uemoa, ...

<https://www.jeuneafrique.com/1768658/economie-entreprises/contre-visa-et-mastercard-la-fronde-des-banques-ouest-africaines-sorganise-sur-fond-dindependance-economique/>

ENERGY CHAMBER. L'Afrique et le Venezuela font progresser leur coopération pratique en matière de commerce et d'investissement



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

La délégation de la Chambre africaine de l'énergie à Caracas a fait progresser la coopération avec les autorités vénézuéliennes en vue d'étendre les échanges commerciaux au-delà du secteur de l'énergie, de lever les obstacles réglementaires et de promouvoir les investissements réciproques dans les pays du Sud. La visite de travail de haut niveau effectuée à Caracas par la Chambre africaine de l'énergie (AEC) en février dernier a marqué une étape importante dans le renforcement de la coopération entre l'Afrique et le Venezuela, faisant passer l'engagement au-delà des hydrocarbures vers des opportunités plus larges de commerce et d'investissement Sud-Sud. Les discussions ont porté sur la suppression des obstacles transactionnels de longue date et la stimulation du commerce bilatéral de biens, de services et de la collaboration industrielle.

<https://energychamber.org/fr/lafrique-et-le-venezuela-font-progresser-leur-cooperation-pratique-en-matiere-de-commerce-et-dinvestissement/>

LE MONDE. Donald Trump vante son bilan économique, les Américains n'y croient plus

Le président des Etats-Unis a consacré, mardi, une bonne partie de son discours sur l'état de l'Union aux « succès » de sa politique économique, alors que près de 60 % d'Américains la désapprouvent, selon un sondage publié dimanche. Les discours de Donald Trump ont un postulat de départ commun ces derniers temps, et celui sur l'état de l'Union, mardi 24 février, n'a pas dérogé à la règle : le président américain a hérité d'une économie à la dérive et l'a redressée de manière spectaculaire. « *C'est l'âge d'or de l'Amérique* », a-t-il lancé devant les élus du Congrès, applaudi debout par la moitié républicaine. Mais le président américain a beau tenter, de semaine en semaine, de vendre ce tableau idyllique, les Américains ne l'achètent pas : près de 60 % d'entre eux désapprouvent la façon dont le locataire de la Maison Blanche mène la politique économique du pays.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/02/25/donald-trump-vante-son-bilan-economique-les-americains-n-y-croient-plus_6668214_3210.html

LES ECHOS. « Une pandémie économique plutôt que la panacée » : l'analyse de la note catastrophe qui prédit un chômage massif à cause de l'IA

Dans une note de recherche très commentée, l'institut américain Citrini Research a dressé un scénario cauchemardesque lié à l'impact de l'IA sur le chômage et l'économie américaine. Un effondrement largement extrapolé à faire froid dans le dos. « Ce qui suit est un scénario, pas une prédiction. » Une note d'une vingtaine de pages publiée dimanche par l'institut Citrini Research a donné des sueurs froides à Wall Street et au-delà. Et si, à défaut de la doper, l'intelligence artificielle conduisait l'économie à sa perte ? C'est la thèse relatée [dans ce scénario catastrophe](#) intitulé « La crise mondiale de l'intelligence de 2028 ». Les auteurs y décrivent comment les progrès de l'IA pourraient devenir si massifs qu'ils enverraient de plus en plus de travailleurs en cols blancs au chômage, en seulement dix-huit mois.

<https://www.lesechos.fr/tech-medias/intelligence-artificielle/une-pandemie-economique-plutot-que-la-panacee-lanalyse-de-la-note-catastrophe-qui-predit-un-chomage-massif-a-cause-de-lia-2217933>

L'EXPRESS. IA : comment un scénario fictif alarmiste a fait trembler Wall Street



Tech. Le cabinet Citrini Research a imaginé comment l'économie mondiale pourrait évoluer d'ici 2028 face à l'avènement de l'intelligence artificielle. Sa note catastrophe affole déjà la bourse. Et si Wall Street s'effondrait ? Ce dimanche 22 février, un scénario sur l'avènement de [l'intelligence artificielle](#), entièrement fictif, a affolé la bourse américaine. Tout est parti d'une publication du cabinet d'analyse financière Citrini Research. Spécialiste de la tech, celui-ci est réputé pour ses analyses prospectives - d'habitude très sérieuses et fondées sur des faits. Sauf que, cette fois, son fondateur, Alap Shah, s'est attelé à un nouvel exercice : un récit imaginaire, ancré en 2028, sur l'évolution des marchés confrontés à [l'essor de l'IA](#). Un texte d'une telle crédibilité que "[The 2028 Global Intelligence Crisis](#)" - "La crise mondiale de l'intelligence de 2028" - est rapidement devenu viral...

<https://www.lexpress.fr/economie/high-tech/ia-comment-un-scenario-fictif-alarmiste-a-fait-trembler-wall-street-IVNRVH2X3ZGWTJBHDW6JTQHNYE/>

